Mouvement des Entreprises de France

Nouvelles de Bruxelles

Publié le 30 juin 2017

Présidence estonienne, Sommet européen, agences européennes, Theresa May, indépendance de l'Ecosse, sanctions contre la Russie, Medef Périgord…

L'Estonie prend la tête de la présidence du Conseil de l'Union européenne

Pour la première fois depuis son adhésion à l'Union européenne, l'Estonie prendra la tête de la présidence du Conseil de l'Union européenne. Elle dirigera les travaux du Conseil des ministre du 1er juillet au 31 décembre. Une délégation du Medef s'est rendue à Tallinn début juin. Le premier ministre Edouard Philippe s'est également déplacé à Tallinn le 28 juin.

Sommet européen : la France engagée sur quatre réformes prioritaires

Les 22 et 23 juin, les chefs d'Etat ont adopté les recommandations par pays de la Commission européenne. Ainsi, la France devra mettre en œuvre quatre priorités : accomplir un effort budgétaire avec des réductions de dépenses, diminuer le coût du travail et poursuivre la baisse de l'impôt sur les sociétés, améliorer l'accès au travail pour les chercheurs d'emploi, en revoyant les systèmes de formation et s'assurer que le salaire minimum soit compatible avec la compétitivité et la création d'emploi, et simplifier et réduire les charges administratives sur les entreprises.

Agences européennes : le Conseil acte la procédure de répartition

Le 22 juin, les chefs d'Etat ou de gouvernement des 27 ont validé le mécanisme de répartition pour la relocalisation de l'Agence du médicament et de l'Autorité bancaire européenne, aujourd'hui basée à Londres. Chaque pays aura jusqu'au 31 juillet pour envoyer ses villes candidates. Les dossiers seront alors examinés et évalués par la Commission. Un point de situation sera assuré par la présidence estonienne en octobre et le vote aura lieu au Conseil Affaires générales de novembre.

Détachement des travailleurs : dossier repoussé à la rentrée

Faute de compromis, la commission parlementaire de l'Emploi a reporté le vote du rapport sur le détachement des travailleurs au 28 septembre. Celui-ci était initialement prévu pour le 12 juillet. Le vote en plénière à Strasbourg devrait donc avoir lieu en octobre. En parallèle, les Etats membres ont également reporté l'adoption d'une position commune au Conseil des ministres du 23 octobre.

Theresa May révèle ses propositions sur les citoyens UE au Royaume-Uni

Le 26 juin, la Première ministre britannique Theresa May a officiellement présenté ses propositions pour garantir les droits des ressortissants de l'UE au Royaume-Uni après le Brexit. Celles-ci ont été jugées insuffisantes par ses homologues européens.

Indépendance de l’Ecosse : Nicola Sturgeon reporte le référendum

Après la perte par le Parti indépendantiste écossais (SNP) de 21 de ses 56 sièges au Parlement national, la première ministre écossaise Nicola Sturgeon a reconnu l’absence d’un soutien généralisé pour un second référendum d’indépendance. Elle a déclaré qu’elle n’introduira pas de projet de référendum avant l’automne 2018, au plus tôt. Sa priorité est désormais d’obtenir le meilleur accord Brexit possible.

L’Union européenne prolonge les sanctions contre la Russie

Le 28 juin, le Conseil a pris la décision de prolonger jusqu’au 31 janvier 2018 les sanctions économiques à l’égard de certains secteurs économiques russes. Ces sanctions ciblent en particulier les secteurs des finances, de l’énergie, de la défense et le domaine des biens à double-usage. Le 19 juin, les ministres avaient déjà prolongé jusqu’au 23 juin 2018 les mesures restrictives visant la Crimée et Sébastopol.

Opération digitale pour le Medef Périgord à Dublin

25 chefs d’entreprise du Medef Périgord se rendront à Dublin du 3 au 5 juillet. Cette visite, centrée sur la thématique du numérique, leur permettra notamment d’échanger avec l’ambassadeur de France en Irlande, l’IBEC (homologue irlandais du Medef), et les grands acteurs du numérique.